



REPRÉSENTANT DU CANADA

Irena Stevic
200, promenade du Portage
Gatineau (Québec)
K1A 0G4
CANADA

Courriel: propositionsinternationales@international.gc.ca

Demande de proposition (DDP)

Concernant l'exécution des travaux décrits dans l'énoncé des travaux de l'avant-projet de contrat.

TITRE Conversion de l'éclairage extérieur à LED à l'Ambassade du Canada en Pologne à Varsovie	
NUMÉRO D'APPEL D'OFFRES 21-181329	DATE 2021-01-22
ENVOI DE LA PROPOSITION Pour être déclarées valides, les propositions doivent avoir été reçues au plus tard à 12h00 le 22 février 2021 (heure d'Ottawa, Ontario) . Aux présentes, cette date est appelée « date de clôture ». Seules les copies électroniques seront acceptées et reçues à l'adresse suivante : propositionsinternationales@international.gc.ca No de l'appel : 21-181329	
Proposition aux : Ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada (MAECD) Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux appendices ci-joints, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s). Nom et titre de la personne autorisée par le soumissionnaire : _____ _____ Signature date	



TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....	5
PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	10
PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 3 – ATTESTATIONS	12
PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	13
PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 4 - LE FORMULAIRE DE PROPOSITION.....	15
PARTIE 5 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	18
ANNEXE A – ÉNONCÉ DES TRAVAUX	28
ANNEXE B – BASE DE PAIEMENT.....	37



PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 INTRODUCTION

La DDP contient cinq (5) parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de propositions;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des propositions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur proposition;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la proposition, ainsi que la méthode de sélection; et
- Partie 5 Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Pièce jointe 1 de la partie 3 comprend les attestations et la certification de conformité du produit. La pièce jointe 1 de la partie 4 comprend le formulaire de proposition.

Les annexes comprennent l'énoncé des travaux (annexe A) et la base de paiement (annexe B).

1.2 SOMMAIRE

- 1.2.1** Cette DDP vise à trouver un fournisseur qui conclura un marché avec l'Ambassade du Canada en Pologne à Varsovie, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD) afin de remplacer les appareils d'éclairage existants par de nouveaux appareils à LED, conformément à la description qui figure dans l'énoncé des travaux - annexe A.
- 1.2.2** Ces travaux comprennent l'achat des nouveaux luminaires / appareils d'éclairage et des ampoules et leur installation, aussi que l'élimination écologique des équipements existants.
- 1.2.3** L'Entrepreneur doit livrer tout le matériel à l'Ambassade du Canada en Pologne au plus tard le 31 mars 2021 et achever tous les services au plus tard le 30 avril 2021.
- 1.2.4** Ce besoin ne comporte pas des exigences relatives à la sécurité. Cependant, le personnel de fournisseur sera escorté et placé sous la supervision du personnel de la mission en tout temps pendant l'exécution des travaux.
- 1.2.5** Ce besoin peut être assujéti aux dispositions des accords suivants:
 - a) l'Accord de libre-échange Canada-Chili (ALÉCC)
 - b) l'Accord de libre-échange Canada-Colombie
 - c) l'Accord de libre-échange Canada-Honduras
 - d) l'Accord de libre-échange Canada-Corée
 - e) l'Accord de libre-échange Canada-Panama
 - f) l'Accord de libre-échange Canada-Pérou (ALÉCP)
 - g) l'Accord de libre-échange Canada-Ukraine



- h) l'Accord de libre-échange canadien (ALÉC)
- i) l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP)
- j) l'Accord économique et commercial global (AÉCG)
- k) l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC)

1.3 DOCUMENTS DU CONTRAT

Le projet de contrat et l'énoncé des travaux que le soumissionnaire retenu devra exécuter sont inclus dans la présente DDP, à la partie 5 et à l'annexe A respectivement.

1.4 EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

- 1.4.1 Le présent document NE contient PAS d'information CLASSIFIÉE. Cependant, tous les travaux ou partie de ceux-ci impliquent un accès éventuel à de l'information/du matériel CLASSIFIÉ et/ou PROTÉGÉ.
- 1.4.2 L'Entrepreneur NE doit retirer aucune information CLASSIFIÉE et/ou PROTÉGÉE du site des travaux sans l'approbation écrite expresse du représentant du Ministère, et devra s'assurer que son personnel est informé de cette exigence et s'y conforme.
- 1.4.3 L'Entrepreneur et ses équipes seront escortés et placés sous la supervision de personnel de la Mission durant toute la durée des travaux.
- 1.4.4 L'Entrepreneur sera responsable d'identifier les exigences de sécurité du contrat pour ses sous-traitants et de s'assurer que ces exigences sont respectées par ces derniers.
- 1.4.5 L'Entrepreneur fournira au représentant de l'ambassade une liste des équipements électroniques au plus tard deux jours avant le jour de l'inspection prévue. La demande d'utilisation de l'équipement est soumise à l'approbation des autorités de sécurité de l'ambassade.

1.5 INTERPRÉTATION

Dans ce document, à moins que le contexte n'indique un sens différent :

« soumission » ou « proposition » soumise un offre de fournir des services ou des biens à la suite d'une demande de soumissions.

« Canada », « Couronne », « Sa Majesté », « le ministre » ou « le gouvernement » désignent Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Affaires étrangères et toute autre personne dûment autorisée à agir au nom de ce ministre;

« soumissionnaire » désigne la personne ou l'entité (ou, dans le cas d'une coentreprise, les personnes ou les entités) qui soumet une proposition en vue d'exécuter un contrat de biens ou de services, ou les deux. Ce terme ne comprend pas la société mère, les sociétés filiales ou affiliées du soumissionnaire, ni ses sous-traitants.

« taxe applicable » désigne toute taxe applicable dans la province, le territoire ou le pays où se déroulent les travaux.

« travaux » désigne les activités, services, biens, équipements, choses et objets que l'entrepreneur doit exécuter, livrer ou fournir en vertu du contrat.



PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 LANGUE UTILISÉE POUR LA PROPOSITION

Les documents de la proposition et les renseignements à l'appui doivent être présentés en français ou en anglais.

2.2 CLAUSES INCORPORÉES PAR RENVOI

2.2.1 Les soumissionnaires qui présentent une proposition conviennent de respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DDP ainsi que les clauses et conditions du marché qui en résultera.

2.2.2 Le présent document d'appel d'offres renvoie à des instructions uniformisées, à des conditions générales ainsi qu'à des clauses précises prévues dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) qui s'appliqueront à ce besoin particulier. Les clauses incorporées par renvoi s'entendent des clauses et conditions auxquelles doivent se référer les soumissionnaires et les fournisseurs dans le Guide des CCUA, dont le texte intégral est consultable sur le site : <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>. S'agissant des clauses incorporées par renvoi, il faudra inscrire le numéro d'identification de la clause en question, sa date de prise d'effet et son titre (p. ex. ID B1204C [2011-05-16]).

Lorsqu'une clause incorporée par renvoi est modifiée ou supprimée aux fins du présent besoin, le changement est indiqué dans ce document.

REMARQUE : Il est fortement recommandé que les soumissionnaires consultent le site mentionné ci-dessus pour mieux comprendre ces clauses et conditions.

2.3 INSTRUCTIONS UNIFORMISÉES

2.3.1 Le document 2003 (2020-05-28) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/1/2003/23>), est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.3.2 Sauf dans le cas de « la base de données sur l'intégrité de TPSGC », lorsqu'elles sont mentionnées, les expressions « Travaux publics et Services gouvernementaux Canada » ou « TPSGC » sont remplacées par « **Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada** » ou « **MAECD** »; **toutes les mentions du numéro de télécopieur « 819-997-9776 » sont supprimées; toutes les mentions du service Connexion postal de la Société canadienne des postes sont supprimées** ; et les mots « autorité contractante » sont remplacés par « **représentant du Canada** ».

2.3.3 Article 05 (2018-05-22) Présentation des soumissions, l'alinéa 4 est modifié comme suit:
Supprimer: soixante (60)
Insérer: cent vingt (120)

2.3.4 Article 06 (2018-05-22) Soumissions déposées en retard
Cet article est supprimé dans son intégralité et est remplacé par le texte suivant:

Les propositions reçues après la date et l'heure de clôture mentionnées seront :

- retournées au soumissionnaire, si des copies papier étaient exigées; ou
- supprimées et détruites, lorsque des copies électroniques étaient exigées, à moins qu'elles soient visées par les dispositions sur les soumissions retardées du paragraphe 2.3.5.



2.3.5 Article 07 (2018-05-22) Soumissions retardées

Cet article est supprimé dans son intégralité et est remplacé par le texte suivant :

Une proposition (soumission) reçue après la date et l'heure de clôture, mais avant la date d'octroi du marché, peut être examinée, à condition que le soumissionnaire puisse prouver qu'il s'agit uniquement d'un retard dans l'acheminement du document, imputable à des erreurs de manutention par le Canada, après que la proposition (soumission) a été reçue à l'endroit spécifié à la page 1.

2.3.6 Article 08 (2019-03-04) Transmission par télécopieur ou par le service Connexion postal

Cet article est supprimé dans son intégralité et ne fait pas partie de la DDP. Le Canada n'accepte pas la réception de soumission par télécopieur ou par le service Connexion postal.

2.4 PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

2.4.1 En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>).

2.4.2 Le MAECD doit recevoir les propositions à l'adresse électronique mentionnée, et d'ici la date et l'heure qui figurent sur la page 1 de la DDP. Le Canada n'assumera aucune responsabilité en ce qui concerne les propositions envoyées à une autre adresse.

L'adresse de courriel qui figure à la page 1 de la DDP doit être utilisée exclusivement pour présenter une proposition et des demandes d'information concernant la DDP. Aucune autre information ni aucun autre document ne doivent être envoyés à cette adresse.

2.4.3 Les pièces jointes devraient être en format de document portable (.pdf) ou en format Microsoft Office, version 2003 ou ultérieure.

Les soumissionnaires doivent respecter les critères de mise en page décrits ci-après, pendant la préparation de leur proposition :

- la police de caractères doit faire au moins 10 points.
- tous les documents doivent être formatés pour être imprimés sur des feuilles de 8,5 po x 11 po (21 cm x 27,5 cm) ou sur papier A4.
- Par souci de clarté et afin de permettre une évaluation comparative, les soumissionnaires doivent répondre en utilisant les mêmes rubriques et la même structure de numérotation que celles de la présente DP.

Il est possible d'envoyer plus d'un courriel au besoin (si le même fichier est envoyé plus d'une fois, c'est celui reçu en dernier qui sera évalué, de sorte ceux reçus antérieurement ne seront pas ouverts).

Le Canada se dégage de toute responsabilité en ce qui concerne les propositions reçues en retard parce que le courriel a été bloqué par un serveur pour les raisons suivantes :

- la taille totale des pièces jointes excède 10 mégaoctets;
- Le courriel a été bloqué ou mis en quarantaine parce qu'il contenait un code exécutable (y compris des macros);
- Le courriel a été bloqué ou mis en quarantaine parce que notre serveur n'accepte pas certains fichiers, comme ceux avec l'extension .rar ou .exe, les fichiers cryptés .zip et .pdf, etc.

Les liens vers un service de stockage en ligne (tels que Google Drive™, Dropbox™, etc.) ou vers un autre site Web, un service d'accès par protocole de transfert de fichiers (FTP) ou tout autre



dispositif de transfert de fichiers, ne seront pas acceptés. Tous les documents présentés doivent être joints au courriel.

Il est fortement recommandé aux soumissionnaires de demander au représentant du Canada de confirmer que la totalité de leur proposition a été reçue. À ce titre, lorsque plus d'un courriel contenant des documents, y compris le devis, est transmis, il est recommandé de numéroter les courriels et d'indiquer le nombre total de courriels envoyés en réponse à la DDP.

Le Canada exige que chaque proposition, à la date et à l'heure de clôture ou sur demande du représentant du Canada, soit signée par le soumissionnaire ou par son représentant autorisé. Si ces signatures ne sont pas fournies selon les exigences, le représentant du Ministère informera le soumissionnaire du délai dans lequel il devra les fournir. Si le soumissionnaire n'accède pas à la requête du représentant du Ministère en omettant de fournir les signatures requises dans le délai prévu, son offre sera jugée irrecevable. Si une proposition est présentée par une coentreprise, elle doit être conforme aux dispositions de l'article 17 Coentreprise, de 2003 (2020-05-28) *Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels*.

2.4.4 Il appartient au soumissionnaire :

- a. de demander des précisions sur les exigences contenues dans la DDP, au besoin, avant de déposer sa proposition;
- b. de préparer sa proposition conformément aux instructions contenues dans la DDP;
- c. de déposer une proposition complète au plus tard à la date et à l'heure de clôture;
- d. de déposer une proposition uniquement à l'adresse qui figure sur la page 1 de cette DDP;
- e. de veiller à ce que le nom du soumissionnaire et le numéro de la DDP soient clairement indiqués sur les pièces jointes renfermant la proposition; et,
- f. de soumettre une proposition claire et suffisamment détaillée, contenant tous les renseignements demandés sur les prix, afin de permettre une évaluation complète et conforme aux critères établis dans la DDP.

2.4.5 Les propositions reçues à la date et à l'heure de clôture stipulées pour la DDP ou avant deviendront la propriété du Canada. Cela inclut les propositions des soumissionnaires non retenus. Toutes les propositions seront traitées comme des documents confidentiels, sous réserve des dispositions de la Loi sur l'accès à l'information, L.R.C. 1985, ch. A-1, de la Loi sur la protection des renseignements personnels, L.R.C. 1985, ch. P -21 et des autres lois applicables.

2.4.6 Sauf indication contraire dans la DDP, le Canada évaluera uniquement la documentation qui accompagnera la proposition du soumissionnaire. Il n'évaluera pas les informations comme les renvois à des adresses de sites Web où l'on peut trouver de l'information supplémentaire, ni les manuels ou brochures techniques qui n'accompagnent pas la proposition.

2.4.7 Une proposition ne peut pas être cédée ni transférée, que ce soit en tout ou en partie.

2.5 CONFÉRENCE ET/OU VISITE DES LIEUX DES SOUMISSIONNAIRES – FACULTATIVE

Une visite sur place des soumissionnaires aura lieu à l'Ambassade du Canada en Pologne, 1/5 rue Jana Matejki sur rendez-vous seulement.

Les soumissionnaires sont priés de confirmer leur présence en envoyant un courriel à Pawel.Mazur@international.gc.ca avant le 29 janvier 2021 à 12h00, heure locale (Varsovie, Pologne). Les rendez-vous seront fixés exclusivement entre le 1er et le 12 février.

Les soumissionnaires qui ne participeront pas à la conférence pourront tout de même présenter une proposition. Toutes les précisions et tous les changements apportés à la DDP à la suite de la conférence des soumissionnaires seront inclus dans la DDP, sous forme de modifications.



Veillez noter que toutes les dépenses relatives à des déplacements et les autres frais liés à la participation à une conférence et / ou visite des lieux des soumissionnaires font partie des « Coûts relatifs aux soumissions », tels qu'ils sont décrits dans les *Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels* de [2003](#) (2020-05-28) et qu'ils ne seront pas remboursés par le Canada.

2.6 COMMUNICATIONS, DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET SUGGESTIONS D'AMÉLIORATIONS

- 2.6.1** Toutes les demandes de renseignements et suggestions d'amélioration doivent être présentées par écrit au représentant du Canada, identifié sur la page 1 de la DDP, au moins 5 jours avant la date de clôture des soumissions. Il est possible que l'on ne réponde pas aux demandes de renseignements et aux suggestions d'amélioration reçues après ce délai.
- 2.6.2** Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DDP auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.
- 2.6.3** Les soumissionnaires qui estiment pouvoir améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis ou l'énoncé des travaux contenus dans la présente DDP et dans le projet de contrat en annexe sont invités à formuler des suggestions par écrit au représentant du Canada. Ils doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier seront examinées. Le Canada se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute suggestion.

2.7 LOIS APPLICABLES

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario, Canada, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.8 ENSEMBLE DES EXIGENCES

Les documents de la DDP contiennent toutes les exigences relatives à cette dernière. Toute autre information ou tout autre document fourni au soumissionnaire ou obtenu par lui auprès de qui que ce soit n'est pas pertinent. Les soumissionnaires ne doivent pas présumer que les pratiques utilisées dans le cadre de contrats antérieurs continueront de s'appliquer, à moins qu'elles ne soient décrites dans la demande de propositions. Ils ne doivent pas non plus présumer que leurs capacités actuelles satisfont aux exigences de la DDP simplement parce qu'elles ont déjà satisfait à des exigences précédentes.

2.9 COMPTE RENDU

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats de la DDP, au plus tard 15 jours après avoir été avisés de ces résultats. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.



2.10 CONTESTATION OU PLAINTE

Le gouvernement du Canada a créé le Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE) pour permettre aux fournisseurs de porter plainte au sujet des appels d'offres, de l'évaluation des soumissions ou de l'octroi de contrats pour un marché donné, conformément aux accords commerciaux applicables. Nous vous invitons d'abord à faire part de vos préoccupations concernant le processus de demande et d'évaluation ou l'octroi qui en découle au représentant du MAECD. Si vous n'êtes pas satisfait, communiquez avec le TCCE au numéro sans frais 855-307-2488 ou visitez son site Web : <http://www.tcce.gc.ca/fr>.

2.11 AUCUNE PROMOTION DE LA PART DES SOUMISSIONNAIRES DE LEUR INTÉRÊT DANS LE PROJET

Les soumissionnaires doivent s'abstenir de faire des commentaires publics, de répondre à des questions dans un forum public ou de mener des activités pour favoriser ou pour annoncer publiquement leurs intérêts dans ce projet.

2.12 CAPACITÉ JURIDIQUE

Le soumissionnaire doit avoir la capacité juridique de passer un marché. Si le soumissionnaire est une entreprise à propriétaire unique, une société de personnes ou une personne morale, il doit fournir, à la demande du représentant du Canada, une déclaration et toutes les pièces justificatives voulues indiquant les lois en vertu desquelles l'entreprise est incorporée ou enregistrée, ainsi que sa dénomination sociale et son lieu d'affaires. Ce qui précède s'applique également si les soumissionnaires forment une coentreprise.

2.13 INCAPACITÉ DE CONCLURE UN CONTRAT AVEC LE GOUVERNEMENT

En présentant une proposition, le soumissionnaire atteste que ni lui ni ses sociétés affiliées n'ont été reconnus coupables d'une infraction visée par l'une des dispositions énumérées ci-dessous. Le Canada peut rejeter une proposition si le soumissionnaire, ses dirigeants, ses agents ou ses employés ont été trouvés coupables d'une infraction en vertu des dispositions suivantes du Code criminel :

- a. l'alinéa 80(1)d) (Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport), le paragraphe 80(2) (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) ou l'article 154.01 (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#); ou
- b. l'article 121 (Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale), l'article 124 (Achat ou vente d'une charge), l'article 380 (Fraude) pour les fraudes commises au détriment de Sa Majesté ou l'article 418 (Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté) du [Code criminel du Canada](#); ou
- c. l'article 462.31 (Recyclage des produits de la criminalité); ou
- d. les articles 467.11 à 467.13 (Participation aux activités d'une organisation criminelle) du [Code criminel](#) du Canada, l'article 45 (Complot, accord ou arrangement entre concurrents), l'article 46 (Directives étrangères), l'article 47 (Truquage des offres), l'article 49 (Accords bancaires fixant les intérêts, etc.), l'article 52 (Indications fausses ou trompeuses) ou l'article 53 (Documentation trompeuse) de la [Loi sur la concurrence](#); ou
- e. l'article 239 (Déclarations fausses ou trompeuses) de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#); ou
- f. l'article 327 (Déclarations fausses ou trompeuses) de la [Loi sur la taxe d'accise](#); ou
- g. l'article 3 (Corruption d'agents publics étrangers) de la [Loi sur la corruption d'agents publics étrangers](#); ou
- h. l'article 5 (Trafic de substances), l'article 6 (Importation et exportation) ou l'article 7 (Production de substances) de la [Loi réglementant certaines drogues et autres substances](#); ou
- i. les dispositions de toute autre loi non canadienne ayant le même effet que les dispositions mentionnées ci-dessus.



PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES PROPOSITIONS

3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES PROPOSITIONS

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leurs propositions dans des fichiers PDF séparés ou Microsoft Office version 2003 ou plus haut comme suit :

Section I : Proposition technique
Section II : Proposition financière
Section III : Attestations
Section IV : Renseignements supplémentaires

Remarque : Il est possible de modifier ou de présenter une nouvelle fois les soumissions seulement pendant la période qui précède la date de clôture de la DDP, et il faut le faire par écrit. Cela comprend les réponses communiquées électroniquement. La dernière proposition reçue l'emportera sur les précédentes.

3.2 INSTRUCTIONS POUR LA PROPOSITION TECHNIQUE

Section I: à intituler « Proposition technique »;

Dans leur proposition technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de proposition et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La proposition technique doit adresser clairement et de manière suffisamment approfondie les points qui sont soumis aux critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de simplement répéter l'énoncé contenu dans la demande de proposition.

Le cas échéant, les soumissionnaires doivent fournir la documentation pour démontrer la conformité à l'annexe A, énoncé des besoins. La documentation technique telle que les fiches techniques, les brochures techniques et les photographies ou illustrations doit fournir des détails adéquats pour prouver que le produit proposé répond aux exigences techniques. Il est de la responsabilité des soumissionnaires de s'assurer que la documentation soumise fournit des détails adéquats pour prouver que le produit proposé répond aux exigences des spécifications techniques.

3.3 INSTRUCTIONS POUR LA PROPOSITION DE PRIX

Section II: à intituler « Proposition de prix »;

Les soumissionnaires doivent soumettre leur proposition de prix conformément à l'annexe B, **en dollars canadiens (CAD) ou zloty polonais (PLN)**.

Les prix ne doivent figurer nulle part ailleurs que dans la section II de la proposition. Si cette exigence n'est pas respectée, la proposition peut être déclarée non conforme et ne sera pas prise en considération. Toutes les informations exigées dans la proposition de prix devraient être données dans un(e) distinct(e) document et doivent porter l'intitulé « Proposition de prix ». Les propositions de prix ne seront ouvertes qu'une fois que l'évaluation de la proposition technique sera terminée.

La devise fournie dans la proposition de prix doit être la devise qui sera utilisée pour les factures.

3.4 PRIX FERME



- 3.4.1** Les soumissionnaires doivent indiquer un prix ferme tout compris **en dollars canadien (CAD) ou zloty polonais (PLN)**, sur le formulaire de proposition, Section II, ci-joint. Le prix ferme doit comprendre, sans nécessairement s'y limiter, tous les coûts découlant de l'exécution des travaux qui sont décrits dans la présente DDP, tous les frais de déplacement et les frais de subsistance ; tous les frais généraux, y compris les débours.
- 3.4.2** Les soumissionnaires doivent calculer le montant des taxes (TVA comprise) et de tous les droits (y compris les droits d'importation), qui sont censées être payées par Canada par suite de la conclusion d'un marché avec le soumissionnaire.
- 3.4.3** Tous les paiements devront être effectués conformément aux modalités de paiement exposées dans le projet de contrat.
- 3.4.4** Aucune protection contre la fluctuation du taux de change n'est offerte.
- 3.4.5** Les propositions de prix qui ne satisfont pas aux exigences ci-dessus ne seront pas prises en considération.
- 3.4.6** En contrepartie du fait que l'entrepreneur remplit de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur recevra un ou des prix unitaires fermes comme indiqué à l'annexe B – base de paiement, les droits de douane sont assujettis à une exemption et les taxes applicables sont en sus.
- 3.4.7** Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement de conception, modification ou interprétation des travaux, à moins qu'ils aient été approuvés, par écrit, par le représentant du Canada avant leur incorporation dans les travaux.

3.5 ATTESTATIONS

Section III: à intituler « Attestations »

Les soumissionnaires doivent fournir les certifications requises et les informations associées, conformément à la certification de la pièce jointe 1 de la partie 3, pour se voir attribuer un contrat. Cependant, si l'une de ces informations n'est pas complète, le représentant du Canada informera le soumissionnaire du délai dans lequel fournir les informations manquantes. Le défaut de fournir les informations dans le délai imparti rendra l'offre non recevable et disqualifiée.

3.6 RENSEIGNEMENTS SUPPLEMENTAIRES

Section IV: à intituler « Renseignements supplémentaires »

Le Canada demande aux soumissionnaires de fournir les informations suivantes :

3.6.1 Critères d'évaluation obligatoires

Les soumissionnaires doivent soumettre leur réponse aux critères techniques obligatoires conformément à la clause 4.2.1. de cette DDP.

3.7 EXIGENCES D'ASSURANCE

L'entrepreneur est responsable de décider si une couverture d'assurance est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour assurer le respect de toute loi applicable. Toute assurance acquise ou maintenue par l'entrepreneur est à ses frais et pour son propre bénéfice et sa protection. Il ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat ni ne la réduit.



PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 3 – ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fautive, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

Le représentant du Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

A1. ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

A1.1. DISPOSITIONS RELATIVES À L'INTÉGRITÉ - DÉCLARATION DE CONDAMNATION À UNE INFRACTION

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

A1.2 CERTIFICATIONS SUPPLÉMENTAIRES REQUISES AVEC LA SOUMISSION

A1.2.1. Conformité du produit

Le soumissionnaire atteste que tous les produits / unités proposés, et continuera de confirmer pendant toute la durée du contrat, à toutes les spécifications techniques du « besoin » à l'annexe A.

Nom et signature de la personne autorisée

date



PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 DÉROULEMENT DE L'ÉVALUATION

- 4.1.1** Les propositions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de propositions, incluant les critères d'évaluation technique et financière.
- 4.1.2** Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les propositions.
- 4.1.3** Toutes les propositions doivent être complétées et fournir toutes les informations demandées dans la trousse de demande de propositions (DDP) pour permettre une évaluation complète et complète. Il incombe au soumissionnaire de fournir tous les renseignements nécessaires pour assurer une évaluation complète et exacte.

4.2 ÉVALUATION TECHNIQUE

Pour être admissibles, les soumissionnaires doivent satisfaire aux exigences obligatoires M1 à M9 ci-dessous. Les propositions ne répondant pas à ces exigences obligatoires ne seront pas prises en considération. Les propositions répondant aux exigences obligatoires seront ensuite évaluées selon les propositions de prix.

L'évaluation sera fondée uniquement sur le contenu des réponses et sur les modifications correctement présentées. On ne doit pas présumer que Canada connaît déjà les qualifications des soumissionnaires et dispose de renseignements autres que ceux qui sont fournis en réponse à la présente DDP.

4.2.1 Critères techniques obligatoires

#	Critères techniques obligatoires	Réponse du soumissionnaire	Évaluation
M1	Le soumissionnaire certifie que tout le matériel sera livré à l'Ambassade du Canada en Pologne au plus tard le 31 mars 2021 et que tous les services seront achevés au plus tard le 30 avril 2021.	Oui Non	Passer Échouer
M2	Le soumissionnaire a fourni les attestations requises conformément à la pièce jointe 1 de la partie 3.	Oui Non	Passer Échouer
M3	Le soumissionnaire atteste une provision d'une garantie minimale de 60 mois pour les appareils d'éclairage et d'un minimum de 50 000 heures ou cinq (5) ans pour les ampoules DEL.	Oui Non	Passer Échouer
M4	Le soumissionnaire atteste qu'il possède toutes les assurances nécessaires pour l'exécution des travaux.	Oui Non	Passer Échouer
M5	La proposition du soumissionnaire est <i>complète et contient toutes les tâches</i> nécessaires pour l'exécution des travaux.	Oui Non	Passer Échouer
M6	Toutes les tâches du travail à effectuer sont <i>clairement décrites</i> dans la proposition du soumissionnaire.	Oui Non	Passer Échouer
M7	La proposition du soumissionnaire <i>contient tous les produits et équipements</i> (c.-à-d. Ampoules, luminaires, etc.) pour les travaux à effectuer.	Oui Non	Passer Échouer
M8	Le soumissionnaire confirme ses qualifications professionnelles en présentant un certificat de qualification professionnelle d'électricien valide (tension jusqu'à 1kV) délivré par l'Association polonaise des ingénieurs électriciens (SEP) ou un équivalent de certificat nostrifié par les autorités polonaises.	Oui Non	Passer Échouer
M9	Le soumissionnaire démontre son expérience passée en matière d'installation de lumières LED en fournissant au moins	Oui Non	Passer Échouer



	trois références positives des cinq dernières années (provenant par exemple d'organisations internationales, d'institutions gouvernementales, de missions étrangères) pour des services similaires.		
--	---	--	--

4.3 EVALUATION FINANCIERE

Les propositions de prix doivent être soumises en dollars canadiens (CAD) ou en zloty polonais (PLN). À des fins d'évaluation seulement, toutes les propositions de prix seront converties en dollars canadiens (CAD) au taux de change publié par la Banque du Canada le 22 février 2021.

La devise fournie dans la proposition de prix doit être la devise qui sera utilisée pour les factures.

4.4 MÉTHODE DE SÉLECTION

Une proposition doit respecter toutes les exigences de la demande de proposition pour être déclarée recevable. La proposition recevable avec le prix le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.



La pièce jointe 1 de la partie 4 Le formulaire de proposition

Nom de l'entreprise : _____

Adresse : _____

Personne-ressource : _____

Numéro de téléphone : (____) ____ - _____

Courriel : _____@_____

SECTION "I" – Proposition technique

Tableau 1 – Le matériel (doit être livré à l'Ambassade du Canada en Pologne au plus tard le 31 mars 2021) :

#	Produit / Équipement / Matériel	Unité de mesure	Qté

Tableau 2 – Services (doivent être terminés avant le 30 avril 2021) :

#	Description de la tâche	Unité de mesure	Qté

#	Critères techniques obligatoires	Réponse du soumissionnaire
M1	Le soumissionnaire certifie que tout le matériel sera livré à l'Ambassade du Canada en Pologne, au plus tard le 31 mars 2021 et que tous les services seront achevés au plus tard le 30 avril 2021.	Oui Non
M2	Le soumissionnaire a fourni les attestations requises conformément à la pièce jointe 1 de la partie 3.	Oui Non
M3	Le soumissionnaire atteste une provision d'une garantie minimale de 60 mois pour les appareils d'éclairage et d'un minimum de 50 000 heures ou cinq (5) ans pour les ampoules DEL.	Oui Non
M4	Le soumissionnaire atteste qu'il possède toutes les assurances nécessaires pour l'exécution des travaux.	Oui Non
M5	La proposition du soumissionnaire est <i>complète et contient toutes les tâches</i> nécessaires pour l'exécution des travaux.	Soumissionnaire à soumettre
M6	Toutes les tâches du travail à effectuer sont <i>clairement décrites</i> dans la proposition du soumissionnaire.	Soumissionnaire à soumettre
M7	La proposition du soumissionnaire <i>contient tous les produits et équipements</i> (c.-à-d. Ampoules, luminaires, etc.) pour les travaux à effectuer.	Soumissionnaire à soumettre



M8	Le soumissionnaire confirme ses qualifications professionnelles en présentant un certificat de qualification professionnelle d'électricien valide (tension jusqu'à 1kV) délivré par l'Association polonaise des ingénieurs électriciens (SEP) ou un équivalent de certificat nostrifié par les autorités polonaises.	Soumissionnaire à soumettre
M9	Le soumissionnaire démontre son expérience passée en matière d'installation de lumières LED en fournissant au moins trois références positives des cinq dernières années (provenant par exemple d'organisations internationales, d'institutions gouvernementales, de missions étrangères) pour des services similaires.	Soumissionnaire à soumettre

M8 - Qualifications professionnelles
Le soumissionnaire doit présenter un certificat valide de qualification professionnelle d'électricien (tension jusqu'à 1kV) délivré par l'Association polonaise des ingénieurs électriciens (SEP) ou un équivalent de certificat nostrifié par les autorités polonaises.

M9 – L'expérience passée du soumissionnaire avec l'installation de lumières LED

	Référence no. 1 (Projet no. 1)
Nom et coordonnées	
Titre du projet	
Client	
Coût du projet	
Période de travail	
Description de la portée du projet	

	Référence no. 2 (Projet no. 2)
Nom et coordonnées	
Titre du projet	
Client	
Coût du projet	
Période de travail	
Description de la portée du projet	

	Référence no. 3 (Projet no. 3)
Nom et coordonnées	
Titre du projet	
Client	
Coût du projet	
Période de travail	
Description de la portée du projet	



SECTION "II" – Proposition de prix

Le soumissionnaire doit fournir une proposition contenant tous les prix nécessaires pour exécuter tous les travaux conformément à l'annexe A - énoncé des travaux.

Tableau 1 – Le matériel (doit être livré à l'Ambassade du Canada en Pologne, au plus tard le 31 mars 2021) :

#	Produit / Équipement / Matériel	Unité de mesure	Qté	Prix global
TOTAL				

Tableau 2 – Services (doivent être terminés avant le 30 avril 2021) :

#	Description de la tâche	Unité de mesure	Qté	Prix global
TOTAL				

Proposition de prix complète :

Description	Prix (CAD ou PLN – en choisir un)
Équipement et matériel	\$ _____
Services et main d'œuvre	\$ _____
Déplacements et subsistance (le cas échéant) (conformément de la Directive du Conseil du Trésor)	\$ _____
Taxes applicables (y compris TVA et les droits)	\$ _____
Prix ferme complet de la proposition	\$ _____

Signature

Date

Nom et poste du représentant du contractant



PARTIE 5 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

5.1 DÉFINITIONS

Dans le contrat, à moins que le contexte n'indique un sens différent :

« bien de l'État » désigne tout ce qui est fourni à l'entrepreneur par ou pour le Canada, aux fins de l'exécution du contrat, et tout ce que l'entrepreneur acquiert d'une manière ou d'une autre relativement aux travaux, dont le coût est payé par le Canada en vertu du contrat;

« Canada », « Couronne », « Sa Majesté », « le ministre » ou « le gouvernement » désignent Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Affaires étrangères et toute autre personne dûment autorisée à agir au nom de ce ministre;

« contrat » désigne les articles de convention, les présentes conditions générales, toutes conditions générales supplémentaires, annexes et tout autre document intégré par renvoi, tous tels que modifiés de temps à autre avec le consentement des parties;

« entrepreneur » désigne la personne, l'entité ou les entités dont le nom figure au contrat pour fournir au Canada des biens, des services ou les deux;

« jours » désigne des jours civils continus, y compris les fins de semaine et les jours fériés;

« partie » signifie le Canada, l'entrepreneur ou tout autre signataire du contrat; « parties » désigne l'ensemble de ceux-ci;

« prix du contrat » désigne la somme mentionnée au contrat payable à l'entrepreneur pour les travaux, excluant les taxes applicables;

« représentant du Canada » s'entend de la personne désignée pour agir à titre d'agent et de représentant du Canada aux fins du présent contrat;

« signature » signifie « signé sur papier », peu importe que la copie originale ou une copie électronique du document signé ait été envoyée à l'entrepreneur;

« soumission » désigne une offre de fournir des services ou des biens à la suite d'une demande de soumissions.

« soumissionnaire » désigne la personne ou l'entité (ou, dans le cas d'une coentreprise, les personnes ou les entités) qui soumet une proposition en vue d'exécuter un contrat de biens ou de services, ou les deux. Ce terme ne comprend pas la société mère, les sociétés filiales ou affiliées du soumissionnaire, ni ses sous-traitants.

« taxe applicable » désigne toute taxe applicable dans la province, le territoire ou le pays où se déroulent les travaux.

« travaux » désigne les activités, services, biens, équipements, choses et objets que l'entrepreneur doit exécuter, livrer ou fournir en vertu du contrat.

5.2 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS

Les parties conviennent d'être liées par les documents suivants :

1. les articles de la convention;
2. les Conditions générales – 2010A (2020-05-28) [Conditions générales: biens \(complexité moyenne\)](#);



3. les Conditions générales supplémentaires 4009 (2013-06-27) [Services professionnels - complexité moyenne](#);
5. Énoncé des travaux (annexe A);
6. Base de paiement (annexe B);
7. Soumission de l'entrepreneur datée du *aaaa-mm-jj*). (*Compléter au moment de l'attribution du contrat*).

En cas de divergences, de contradictions ou d'ambiguïtés dans le libellé de ces documents, celui qui figure en premier prévaut.

5.3 AUTORITÉS ET COMMUNICATION

5.3.1 Représentant du Canada

Le représentant du Canada pour le contrat est : (*Compléter au moment de l'attribution du contrat*)

Nom :

Titre :

Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada

Direction :

Adresse :

Téléphone :

Courriel :

Le représentant du Canada est responsable de la gestion du contrat et il doit autoriser par écrit toutes les modifications qui y sont apportées. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux qui dépassent la portée du contrat ou qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que le représentant du Canada.

5.3.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est : (*Compléter au moment de l'attribution du contrat*)

Nom :

Titre :

Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada

Direction :

Adresse :

Téléphone :

Courriel :

Le chargé de projet représente le ministère pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par le représentant du Canada.

Communication et avis

Tout avis prévu dans le contrat doit être donné par écrit et peut être livré personnellement, par messenger, par courrier, ou par courriel. Il doit être envoyé à l'adresse de la partie qui en est le destinataire, selon le contrat. Tout avis prend effet uniquement le jour de sa réception à cette adresse. Tout avis destiné au Canada doit être envoyé au représentant du Canada.



5.3.3 Gestion du contrat

Le représentant du Canada est responsable de la gestion du contrat. Sauf indication contraire, aucun avis, directive, autorisation, refus ou autre communication fournis par le Canada n'est valide en vertu du contrat à moins qu'il ne soit fourni à l'entrepreneur par le représentant du Canada. Ainsi, aucun avis, directive, autorisation, refus ou autre communication fournis au Canada de la part de l'entrepreneur ou au nom de celui-ci n'est valide à moins qu'il ne soit adressé au représentant du Canada. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, à la suite de demandes ou d'instructions verbales ou écrites de toute personne autre que le représentant du Canada.

5.3.4 Représentant de l'entrepreneur

Le représentant de l'entrepreneur est la personne suivante : (*Compléter au moment de l'attribution du contrat*)

Nom :

Titre :

Entreprise :

Adresse :

Téléphone :

Courriel :

L'entrepreneur se réserve le droit de remplacer le représentant désigné ci-dessus en envoyant un avis écrit au représentant du Canada à cet effet.

5.3.5 Modification

Pour être applicable, toute modification au contrat doit être faite par écrit et signée par le représentant du Canada et le représentant de l'entrepreneur. Le droit du Canada de se prévaloir d'une période d'option est exclu de cette exigence de signatures.

5.3.6 Cession

L'entrepreneur ne peut céder le contrat sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit du Canada. Toute cession effectuée sans ce consentement est nulle. La cession entrera en vigueur à la suite de l'exécution d'une entente de cession signée par les parties et le cessionnaire. La cession du contrat ne dégage pas l'entrepreneur des obligations en vertu du contrat et n'impose aucune responsabilité au Canada.

5.4 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

5.5 LES CONDITIONS GÉNÉRALES

Conditions générales – 2010A (2020-05-28) [Conditions générales: biens \(complexité moyenne\)](#) et Conditions générales supplémentaires 4009 (2013-06-27) [Services professionnels - complexité moyenne](#), s'applique au contrat et fait partie intégrante de celui-ci.

5.6 INTÉGRALITÉ DE L'ENTENTE

Le contrat constitue la convention complète et unique entre les parties et remplace toutes les négociations, communications ou autres ententes précédentes, écrites ou verbales, à moins qu'elles ne



soient incorporées par renvoi au contrat. Seuls les engagements, représentations, déclarations et conditions qui figurent au contrat lient les parties.

5.7 LOIS APPLICABLES

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, Canada, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

5.8 NOMBRE ET GENRE

Dans le texte des présents articles de convention, le singulier comprend le pluriel et vice versa, et les mots employés au masculin incluent le féminin.

5.9 POUVOIRS DU CANADA / IMMUNITÉ DE L'ÉTAT

Tous les droits, recours, pouvoirs et pouvoirs discrétionnaires accordés ou acquis par le Canada en vertu du contrat ou d'une loi sont cumulatifs et non exclusifs. Indépendamment des autres dispositions du présent contrat, le Canada ne renonce à aucun droit ou immunité dont il jouit en vertu du droit national ou international.

5.10 RIGUEUR DES DÉLAIS

Le respect de l'échéancier est primordial. L'entrepreneur doit fournir en temps opportun toutes les composantes des travaux.

5.11 RETARD EXCUSABLE

5.11.1 Le retard de l'entrepreneur à s'acquitter de toute obligation prévue au contrat à cause d'un événement qui:

- est hors du contrôle raisonnable de l'entrepreneur;
- ne pouvait raisonnablement être prévu;
- ne pouvait raisonnablement avoir été empêché par des moyens que pouvait raisonnablement utiliser l'entrepreneur; et
- est survenu en l'absence de toute faute ou négligence de la part de l'entrepreneur;

sera considéré comme un « retard excusable » si l'entrepreneur informe le représentant du Canada de la survenance du retard ou de son éventualité dès qu'il en prend connaissance. L'entrepreneur doit de plus informer le représentant du Canada, dans les quinze (15) jours ouvrables, de toutes les circonstances liées au retard et soumettre à l'approbation dudit représentant un plan de redressement clair qui détaille les étapes qu'il propose de suivre afin d'atténuer les conséquences de l'événement qui a causé le retard.

5.11.2 Toute date de livraison ou autre date qui est directement touchée par un retard excusable sera reportée d'une durée raisonnable n'excédant pas celle du retard excusable.

5.11.3 Toutefois, au bout de 30 jours ou plus de retard excusable, le représentant du Canada peut, par avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat. En l'occurrence, les parties conviennent de renoncer à toute réclamation pour dommages, coûts, profits anticipés ou autres pertes découlant de la résiliation ou de l'événement qui a contribué au retard excusable. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada tout paiement anticipé non liquidé à la date de la résiliation.

5.11.4 Le Canada ne sera pas responsable des frais engagés par l'entrepreneur ou l'un de ses sous-traitants ou mandataires par suite d'un retard excusable, sauf lorsque celui-ci est attribuable à l'omission du Canada de s'acquitter d'une de ses obligations en vertu du contrat.



5.12 DISSOCIABILITÉ

Si toute disposition du contrat est déclarée invalide, illégale ou non susceptible d'exécution par un tribunal compétent, cette disposition disparaîtra du contrat, sans affecter aucune autre disposition du contrat.

5.13 SUCCESSEURS ET CESSIONNAIRES

Le contrat s'applique au bénéfice des successeurs et cessionnaires autorisés du Canada et de l'entrepreneur, et il lie ces derniers.

5.14 PROROGATION

Les obligations des parties concernant la confidentialité et les représentations prévues dans le contrat ainsi que les dispositions qui sont raisonnablement censées demeurer en vigueur, en raison de la nature des obligations et des droits qui y sont prévus, demeurent applicables malgré l'expiration du contrat ou sa résiliation.

5.15 CLAUSES SUPPLÉMENTAIRES DU GUIDE DES CCUA

Pas applicable.

5.16 PERFORMANCE DES TRAVAUX

5.16.1 Description du travail

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe A, conformément au contrat.

5.16.2 Livraison des articles

L'Entrepreneur doit livrer tout le matériel à l'Ambassade du Canada en Pologne au plus tard le 31 mars 2021 et achever tous les services au plus tard le 30 avril 2021.

5.16.3 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat, pour une période de 1 an.

5.16.4 Entrepreneur indépendant

L'entrepreneur est un entrepreneur indépendant engagé par le Canada pour exécuter les travaux. Rien dans le contrat n'a pour objet de créer un partenariat, une coentreprise ou une organisation entre le Canada et l'autre partie ou les autres parties. L'entrepreneur ne doit pas se présenter à quiconque comme un agent ou un représentant du Canada. Ni l'entrepreneur ni ses employés ne sont des employés ou des mandataires du Canada. L'entrepreneur doit effectuer toutes les déductions et tous les versements exigés par la loi relativement à ses employés.

5.16.5 Exécution

L'entrepreneur doit se charger de ce qui suit:

- a) exécuter les travaux avec diligence et efficacité;
- b) exécuter les travaux avec honnêteté et intégrité;
- c) sauf pour les biens de l'État, fournir tout ce qui est nécessaire pour exécuter les travaux;
- d) sélectionner et engager un nombre suffisant de personnes qualifiées;



- e) exécuter les travaux conformément aux normes de qualité jugées acceptables par le Canada, et en pleine conformité avec les spécifications et toutes les exigences du contrat; et,
- f) surveiller la réalisation des travaux de façon efficiente et efficace en vue de s'assurer que la qualité de leur exécution est conforme à celle énoncée dans le contrat.

5.16.6 Respect des lois locales

Dans le cadre de la prestation des services conformément au présent contrat, l'entrepreneur respectera les dispositions applicables des lois en vigueur en Varsovie, Pologne.

5.16.7 Instructions d'expédition – FAB – franco à bord Destination, D4002C (2013-04-25)

Les biens doivent être expédiés et livrés au point de destination précisé dans le contrat : l'Ambassade du Canada en Pologne, 1/5 rue Jana Matejki, 00-481 Varsovie, Pologne incluant tous les frais de livraison, les droits de douane et les taxes applicables.

5.16.8 Inspection et acceptation

Tous les travaux sont assujettis à l'inspection et à l'acceptation par le Canada. L'inspection et l'acceptation des travaux par le Canada ne relèvent pas l'entrepreneur de sa responsabilité à l'égard des défauts et des autres manquements aux exigences du contrat. Le Canada aura le droit de rejeter tout travail non conforme aux exigences du contrat et d'exiger une rectification ou un remplacement aux frais de l'entrepreneur.

5.16.9 Exigences relatives à la sécurité

Il n'y a aucune exigence de sécurité applicable au contrat, cependant, l'entrepreneur et ses équipes seront escortés et placés sous la supervision de personnel de la mission durant toute la durée des travaux.

5.16.10 Achats écologiques

Autant que faire se peut et selon qu'il convient, l'entrepreneur utilise des biens, des services et des procédés écologiques afin réduire les effets de l'exécution des travaux sur l'environnement. Les biens et les services écologiques sont ceux qui ont des répercussions moindres ou réduites sur l'environnement au cours de leur cycle de vie, comparativement à d'autres biens et services servant aux mêmes fins. Les considérations liées au rendement écologique comprennent, entre autres : la réduction des gaz à effet de serre et des polluants atmosphériques ; une meilleure utilisation de l'énergie et de l'eau; la réduction des déchets et la promotion de la réutilisation et du recyclage ; l'utilisation de ressources renouvelables ; la réduction des déchets dangereux; la réduction des substances toxiques et dangereuses.

5.16.11 Santé et sécurité

L'entrepreneur doit se conformer à toutes les exigences des lois et règlements canadiens (fédéraux, provinciaux, municipaux), étrangers et locaux applicables en matière d'environnement, de santé et de sécurité. L'entrepreneur doit suivre les mesures de prévention et de contrôle des infections du lieu de travail ou mises en place par la mission canadienne (par exemple, pratiquer la distanciation physique, se laver les mains correctement, éviter de toucher le visage avec des mains non lavées, etc.) et suivre les protocoles appropriés pour effectuer les travaux requis tels que l'utilisation de l'équipement approprié et de l'équipement de protection individuel (EPI) si nécessaire. L'entrepreneur est responsable de tous les coûts associés à la conformité aux mesures de protection et tous les autres coûts liés à la santé et à la sécurité générales de ses employés et agents.



5.17 ATTESTATIONS

Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

5.18 MODALITÉS DE PAIEMENT

5.18.1 Base de paiement

Le Canada paiera l'entrepreneur conformément à la base de paiement figurant à l'Annexe B. Les paiements en vertu du présent contrat, à l'exception des paiements anticipés, seront conditionnels à l'exécution, à l'achèvement et à la livraison des travaux ou de parties des travaux à la satisfaction du Canada.

5.18.2 Prix unitaire ferme

En contrepartie de l'exécution satisfaisante de toutes ses obligations en vertu du contrat par l'entrepreneur, l'entrepreneur sera payé un ou des prix unitaires fermes, comme indiqué à l'annexe B, Prix en dollars canadiens (CAD) ou zloty polonais (PLN), FAB destination l'Ambassade du Canada en Pologne, 1/5 rue Jana Matejki, 00-481 Varsovie, Pologne, incluant tous les frais de livraison, les droits de douanes et les taxes applicables.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement de conception, modification ou interprétation des travaux, à moins qu'ils n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant leur incorporation dans les travaux.

5.18.3 Modalités de paiement – Deux paiements

Le Canada paiera l'entrepreneur une fois les travaux exécutés et livrés conformément aux dispositions du contrat en matière de paiement si :

- a. une facture exacte et complète et tout autre document exigé au contrat ont été présentés conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. le Canada a accepté les travaux exécutés.

5.18.4 Vérification

Tout montant réclamé en vertu du contrat pourra faire l'objet d'une vérification par le gouvernement avant et après le versement du montant. L'entrepreneur doit tenir des comptes et des registres appropriés sur les coûts des travaux et conserver tous les documents liés à ces coûts pendant six (6) ans après le dernier paiement effectué en vertu du contrat.

5.18.5 Instructions pour la facturation

5.18.5.1 L'entrepreneur doit s'assurer que toutes les factures qu'il envoie au Canada :

- a. sont soumises au nom de l'entrepreneur;
- b. sont soumises tous les mois pour chaque livraison ou expédition;
- c. s'appliquent uniquement au contrat;
- d. précisent la date, le nom et l'adresse du chargé de projet, la description des travaux et le numéro de contrat;
- e. précisent les honoraires et les dépenses réclamés, le cas échéant, conformément à la base de paiement, excluant les taxes applicables;



- f. présentent les taxes applicables, comme la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en aval pour l'entrepreneur, séparément dans toutes les factures, ainsi que les numéros d'inscription correspondants émis par les autorités fiscales;
- g. indiquent tous les articles détaxés, exempts des taxes applicables ou auxquels celles-ci ne s'applique pas.

5.18.5.2 En présentant une facture, l'entrepreneur certifie dans chaque cas que la facture correspond aux travaux qui ont été livrés et qu'elle est conforme au contrat.

5.18.6 Divergences

Si le contenu de la facture et les renseignements connexes nécessaires ne sont pas conformes au contrat, ou si les travaux fournis ne sont pas dans un état acceptable, le Canada avisera l'entrepreneur dans les 15 jours suivant la réception de la facture. La période de paiement de 30 jours débute à la réception de la facture révisée ou à la réception des travaux corrigés ou remplacés. Si le Canada n'avise pas l'entrepreneur dans les 15 Jours, la date stipulée à l'article 16 de la clause 2010A (2020-05-28) [Conditions générales: biens \(complexité moyenne\)](#), ne servira qu'à calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.

5.18.7 Indemnités de résiliation

Si un avis de résiliation pour raisons de commodité est envoyé en vertu de l'article 24 de la clause 2010A (2020-05-28) [Conditions générales: biens \(complexité moyenne\)](#), l'entrepreneur aura le droit, conformément à la base de paiement (annexe B), de se faire payer uniquement les coûts raisonnablement et dûment engagés pour l'exécution du contrat dans la mesure où il n'a pas déjà été payé ou remboursé par le Canada. Le Canada ne sera en aucun cas responsable envers l'entrepreneur de la résiliation prématurée du présent contrat.

5.18.8 Remise à l'autorité fiscale compétente

L'entrepreneur accepte de remettre à l'autorité fiscale gouvernementale compétente tout montant de taxe qu'il est tenu de remettre conformément aux lois fiscales applicables.

5.19 SUSPENSION ET INFRACTION

5.19.1 Suspension des travaux

Le Canada peut à tout moment, par avis écrit, ordonner à l'entrepreneur de suspendre ou d'arrêter les travaux ou une partie des travaux prévus au contrat. L'entrepreneur doit se conformer sans délai à l'ordre de suspension de manière à réduire au minimum les frais qui en découlent.

5.19.2 Infraction

Le Canada peut résilier le présent contrat, diminuer la somme des paiements ou les suspendre si l'entrepreneur ne respecte pas les dispositions prévues à la section nommée *Gouvernance et Éthique*.

5.20 CONDITIONS D'ASSURANCE

5.20.1 Assurance à la discrétion de l'entrepreneur

Il incombe à l'entrepreneur de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est assumée par lui seul, à son propre bénéfice et pour sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.



5.21 GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

5.21.1 Conflits d'intérêts et Code de valeurs et d'éthique du secteur public

L'entrepreneur reconnaît que les personnes qui sont assujetties aux dispositions de la Loi sur les conflits d'intérêts, 2006, ch. 9, art. 2 avec toutes leurs modifications successives, du Code régissant les conflits d'intérêts des députés, du Code de valeurs et d'éthique du secteur public, du Code de conduite des représentants du Canada à l'étranger ou de tout autre code de valeurs et d'éthique en vigueur au sein d'organismes précis ne peuvent bénéficier directement du contrat. L'entrepreneur devra informer le Canada par écrit de toute situation qu'il connaît ou dont il prend connaissance, dans laquelle l'un des agents, employés ou sous-traitants de l'entrepreneur tire ou est en mesure de tirer un avantage non autorisé.

5.21.2 Incapacité de conclure un contrat avec le gouvernement

L'entrepreneur atteste qu'aucune personne déclarée coupable de l'une des infractions ci-après énoncées en a) ou b) ne recevra un avantage en vertu du contrat. De plus, il certifie qu'à l'exception des infractions pour lesquelles ils ont obtenu un pardon ou une suspension de casier, ou pour lesquelles leurs droits ont été rétablis par le gouverneur en conseil, ni lui ni ses affiliés n'ont jamais été reconnus coupables d'une infraction visée par l'une des dispositions suivantes :

- a. l'alinéa 80(1)d) (Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport), le paragraphe 80(2) (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) ou l'article 154.01 (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) de la Loi sur la gestion des finances publiques du Canada, L.R.C. 1985, ch. F-11; ou
- b. l'article 121 (Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale), l'article 124 (Achat ou vente d'une charge), l'article 380 (Fraude) pour fraude commise au détriment de Sa Majesté ou l'article 418 (Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté), du Code criminel du Canada, L.R.C. 1985, ch. C-46; ou
- c. l'article 462.31 (Recyclage des produits de la criminalité) ou les articles 467.11 à 467.13 (Participation aux activités d'une organisation criminelle) du Code criminel du Canada; ou
- d. l'article 45 (Complot, accord ou arrangement entre concurrents), l'article 46 (Directives étrangères), l'article 47 (Truquage des offres), l'article 49 (Accords bancaires fixant les intérêts, etc.), l'article 52 (Indications fausses ou trompeuses) ou l'article 53 (Documentation trompeuse) de la Loi sur la concurrence du Canada, L.R.C. 1985, ch. C 34; ou
- e. l'article 239 (Déclarations fausses ou trompeuses) de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada, L.R.C., 1985, ch. 1 (5e suppl.); ou
- f. l'article 327 (Déclarations fausses ou trompeuses) de la Loi sur la taxe d'accise du Canada, L.R.C., 1985, ch. E-15; ou
- g. l'article 3 (Corruption d'un agent public étranger) de la Loi sur la corruption d'agents publics étrangers du Canada, L.C. 1998, ch. 34 (modifié); ou
- h. l'article 5 (Trafic de substances), l'article 6 (Importation et exportation), ou l'article 7 (Production de substances) de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances du Canada, L.C. 1996, ch. 19 (modifié); ou
- i. les dispositions de la législation locale ayant le même effet que celles mentionnées ci-dessus.

5.21.3 Antiterrorisme

Conformément à de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, dont la résolution S/RES/1267 (1999) concernant Al-Qaïda et les Talibans ainsi que les personnes et entités qui leur sont associées, le Canada et le fournisseur sont fermement résolus à participer à la lutte internationale contre le terrorisme et, en particulier, contre le financement du terrorisme. L'entrepreneur reconnaît et garantit que ni lui ni aucun de ses employés, directeurs ou agents ne constituent des entités répertoriées liées à des groupes terroristes ou à ceux qui les appuient,



aux termes de l'article 83.05 du Code criminel du Canada, et qui figurent sur la liste d'entités que l'on peut consulter à l'adresse <<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS-2002-284/index.html>>, et qu'ils ne travaillent pas ou ne travailleront pas sciemment avec aucune des parties et entités figurant sur la nouvelle liste consolidée dressée et mise à jour par le Comité du Conseil de sécurité des Nations Unies créé par la résolution 1267. De plus, l'entrepreneur reconnaît qu'il ne réunira pas, ne fournira pas ou ne rendra pas disponibles, sciemment et de façon directe ou indirecte, des fonds ou des biens dans l'intention de les voir utilisés, ou sachant qu'ils seront utilisés, pour mener ou faciliter des activités terroristes, ou sachant que les fonds ou les biens seront utilisés par un groupe terroriste ou qu'ils bénéficieront à l'un des groupes qui figurent sur la liste des entités.

5.22 RÈGLEMENT DE DIFFÉRENDS

5.22.1 Discussion et négociation

En cas de différend découlant du présent contrat ou en lien avec celui-ci, les parties doivent se rencontrer pour trouver une solution à l'aide d'une négociation ou d'un autre processus de règlement des différends approprié avant d'avoir recours au contentieux.

5.22.2 Ombudsman de l'approvisionnement

Les parties reconnaissent que l'ombudsman de l'approvisionnement nommé en vertu du paragraphe 22.1(1) de la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, L.C. 1996, ch. 16 (modifié), leur viendra en aide à l'égard d'un processus extrajudiciaire de règlement de tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application d'une modalité du présent contrat lorsqu'elles font une demande en ce sens et conviennent au préalable d'assumer les coûts de ce processus. Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement peut être joint par téléphone au 1-866-734-5169 ou par courriel à boa.opo@boa.opo.gc.ca



ANNEXE A – ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Conversion de l'éclairage extérieur à LED du bâtiment de l'ambassade du Canada en Pologne à Varsovie

1.0 Introduction

L'Ambassade du Canada en Pologne est à la recherche d'un Entrepreneur qui va remplacer les appareils d'éclairage extérieurs existants par de nouveaux appareils à LED à l'Ambassade du Canada en Pologne à Varsovie.

Ces travaux comprennent l'achat des nouveaux luminaires / appareils d'éclairage et des ampoules et leur installation, aussi que l'élimination écologique des équipements existants.

2.0 Lieu de travail

Ambassade du Canada en Pologne
Chancellerie
1/5 rue Jana Matejki
00-481 Varsovie, Pologne

3.0 Portée des travaux (contient deux phases)

Phase 1 :

1. L'Entrepreneur doit vérifier l'inventaire de l'éclairage et vérifier s'il est possible d'installer des transformateurs pilotes à LED et de réutiliser les luminaires existants. L'Entrepreneur évaluera des solutions d'adaptation des luminaires pour qu'ils fonctionnent avec des ampoules à LED.

Inventaire actuel des équipements :

- a) Quantité : 28 ampoules ; ampoules LED d'éclairage Bornes extérieures ; modèle de lampe : WLS 70W -Z-00 ; socle de l'ampoule : E27
- b) Quantité : 68 ampoules ; Éclairage extérieur - LED/HID/Port luminaires à montage au plafond HALOLUX CERAM, socle à ampoules : B15d, puissance actuelle de l'ampoule : 100W ;
- c) Quantité : 5 ampoules ; Éclairage extérieur - LED/HID/Port luminaires à montage mural, base de l'ampoule : E27, puissance de l'ampoule actuelle : 100W ;
- d) Quantité : 150 ampoules ; 75 luminaires fluorescents composites montés au plafond (36W/830 X2 - actuellement Osram) ;
- e) Quantité : 2 ampoules ; éclairage extérieur au sol (rond, diamètre FI 410), socle de l'ampoule : E40, puissance actuelle de l'ampoule : 250W ; étanchéité requise : IP68, au moins IP 67 ;
- f) Quantité : 2 luminaires, éclairage extérieur halogène, puissance de l'ampoule : 150W, étanchéité requise : IP68, au moins IP 67 ;
- g) Quantité : 2 luminaires, (rectangulaires, taille : 265x80), éclairage extérieur au sol, puissance de l'ampoule : 40W, étanchéité préférée : IP68, au moins IP 67 ;
- h) Quantité : 27 luminaires (ronds, diamètre FI 235), éclairage extérieur au sol, puissance de l'ampoule : 40W, étanche à l'eau de préférence : IP68, au moins IP 67 ;
- i) Quantité : 50 luminaires, (rectangulaires, taille : 260x70), éclairage extérieur au sol, puissance de l'ampoule : 40W, étanche à l'eau de préférence : IP68, au moins IP 67 ;



- j) Quantité : 10 luminaires ; Luminaires de rue installés sur les poteaux d'éclairage (diamètre des poteaux 75mm à la place de l'anneau de serrage), puissance de l'ampoule 400W, degré d'étanchéité préféré : IP68, au moins IP 67.
2. L'Entrepreneur doit désinstaller les appareils d'éclairage existants et mener tout essai électrique requis sous la supervision d'un représentant délégué de la mission, afin de pouvoir vérifier le bon fonctionnement du câblage installé.
 3. L'Entrepreneur doit prendre des photos des installations existantes.
 4. L'Entrepreneur doit éliminer les appareils d'éclairage et les ballasts existants (le cas échéant). Il faut faire particulièrement attention lors de l'enlèvement des ballasts au cas où ces derniers contiendraient des PCB. L'Entrepreneur doit veiller à ce que ces éléments soient éliminés conformément aux protocoles locaux environnementaux et d'élimination des substances dangereuses.
 5. En cas d'irrégularités de l'installation ou du câblage, l'Entrepreneur doit présenter à la mission un rapport décrivant les problèmes et indiquant la méthode de réparation ainsi que le coût des matériaux et des travaux de réparation. L'Entrepreneur doit informer la mission des décisions de contourner les ballasts plutôt que de les enlever.
 6. L'Entrepreneur s'engage à installer temporairement au moins un modèle de chaque type d'ampoule et d'appareil d'éclairage prescrit dans cet énoncé des travaux (les appareils « a » à « j ») aux fins d'évaluation et d'approbation par le chargé de projet. Le fournisseur devra présenter au chargé de projet, un ou plusieurs modèles de luminaires qui devront s'intégrer dans les plaques de plafond. Après concertation, le chargé de projet du Canada donnera l'approbation.
 7. Une fois l'évaluation approuvée, l'Entrepreneur s'engage à installer les types d'ampoules et de luminaires ainsi que le matériel requis conformément aux résultats de l'évaluation.
 8. La puissance des ampoules et luminaires à LED, l'intensité d'éclairage et l'angle du faisceau lumineux sont assujettis à des modifications par la mission après les essais.
 9. Tous les luminaires doivent être conformes à la norme RP-1 et comporter des ampoules LED dont l'indice de rendu des couleurs est supérieur à 85 et la température de couleur est de 3 500°K.
 10. En l'absence de l'acceptation de la source proposée d'éclairage ou de la non-conformité avec l'Énoncé de travaux, l'Entrepreneur accepte de fournir des produits de remplacement qui répondent aux exigences de la mission et qui sont acceptables pour le représentant délégué de la mission.
 11. Tous les travaux seront supervisés régulièrement par le représentant délégué de la mission.
 12. Pour l'exécution du contrat, l'Entrepreneur s'engage à n'utiliser que des ampoules LED, de l'équipement électrique et des fournisseurs de matériaux professionnels reconnus.
 13. L'Entrepreneur vérifiera que toutes les nouvelles installations sont fonctionnelles après l'installation et remplacera celles qui ne fonctionnent pas avant la fin du contrat.
 14. Tout appareil d'éclairage et ampoules LED posés à l'extérieur doivent être conçus pour les conditions météorologiques à Genève. Les appareils d'éclairage doivent offrir la meilleure protection possible contre les particules et un degré élevé de protection contre l'eau, voire être imperméables ; l'indice de protection à privilégier est de IP 68, mais il ne doit en aucun cas être inférieur à IP 67.
 15. L'Entrepreneur fournira une session de formation au personnel de la mission sur l'équipement et son maintien pendant ou après l'installation.
 16. Une fois les travaux terminés, l'Entrepreneur préparera et fournira au représentant délégué de l'Ambassade un inventaire conforme à l'exécution des nouvelles installations réalisées, des luminaires et des ampoules à LED.

Phase 2 :

1. Après avoir soumis le rapport décrit ci-dessus au point 5 de la phase 1, et si le rapport est accepté par le chargé de projet, les parties peuvent décider de signer un amendement au présent accord autorisant le contractant à procéder au remplacement nécessaire du câblage défectueux.

4.0 Garantie



L'Entrepreneur doit fournir une garantie minimale de 60 mois pour les appareils d'éclairage et d'au moins 50 000 heures d'utilisation ou de cinq (5) ans pour les ampoules LED.

5.0 Visites sur site

1. Les jours d'exécution des travaux et de toute autre visite doivent être convenus avec le représentant de l'Ambassade.
2. Lorsqu'il est nécessaire de pénétrer dans l'enceinte de la mission avec un véhicule, l'Entrepreneur doit fournir les détails suivants :
 - a. Le type, le modèle et le numéro d'enregistrement des véhicules qui devront avoir accès ;
 - b. Les renseignements personnels (prénom, nom de famille et numéro d'identification) des employés qui devront avoir accès.
3. Au moins deux (2) jours avant la date d'inspection planifiée, l'Entrepreneur doit présenter au représentant de l'Ambassade une liste du matériel électronique. Toute demande d'utilisation de ce matériel sera assujettie à l'approbation des responsables de la sécurité de l'Ambassade.

6.0 Calendrier

L'Entrepreneur doit livrer tout le matériel à l'Ambassade du Canada en Pologne, au plus tard le 31 mars 2021 et achever tous les services au plus tard le 30 avril 2021.

7.0 Conditions et autres renseignements relatifs à l'énoncé des travaux

1. L'Entrepreneur déclare qu'il est en possession des moyens financiers, techniques et logistiques adéquats ainsi que des connaissances et de l'expérience nécessaires à la fourniture des services décrits dans l'énoncé des travaux.
2. L'Entrepreneur sera responsable de tous les dommages causés aux installations sur place, y compris aux appareils et à l'équipement technique.
3. L'Entrepreneur déclare que tous les travaux seront effectués avec le plus grand soin et la plus grande précision, dans le respect de la réglementation en matière de santé et sécurité au travail et de sécurité incendie, ainsi que tout autre règlement applicable de la loi polonaise.
4. Il est INTERDIT de fumer dans les locaux de la mission.
5. La mission ne fournit aucun hébergement pour la durée des travaux.



ANNEXE B – BASE DE PAIEMENT

Tableau 1 – Le matériel (doit être livré à l’Ambassade du Canada en Pologne, au plus tard le 31 mars 2021) :

#	Produit / Équipement / Matériel	Unité de mesure	Qté	Prix global
TOTAL				

Tableau 2 – Services (doivent être terminés avant le 30 avril 2021) :

#	Description de la tâche	Unité de mesure	Qté	Prix global
TOTAL				

Prix complet :

Description	Prix (CAD ou PLN)
Équipement et matériel	\$ _____
Services et main d’œuvre	\$ _____
Déplacements et subsistance (le cas échéant) (conformément de la Directive du Conseil du Trésor)	\$ _____
Taxes applicables (y compris TVA et les droits)	\$ _____
Prix ferme total de la proposition (CAD ou PLN)	\$ _____

Prix ferme

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l’entrepreneur sera payé un prix ferme de _____ (CAD ou PLN). Toute taxe applicable est en sus.

Déplacements et subsistance

L’entrepreneur sera remboursé les frais autorisés de déplacement et de subsistance raisonnablement et convenablement engagés dans l’exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité supplémentaire pour les frais généraux ou la marge bénéficiaire, conformément aux indemnités qui sont précisés aux appendices B, C et D de la [Directive du Conseil du Trésor](#), telle que modifiée de temps à autre, et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ».

Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le chargé de projet.